



Le soutien scolaire manifeste son refus des offres patronales

Retour à l'expéditeur pour les dépôts patronaux de table centrale et de tables sectorielles

À retenir

Restez à l'affût des communications de votre syndicat, la mobilisation continue

À faire

Abonnez-vous à la [page Facebook](#) du secteur pour tout savoir sur votre négociation

À lire

Pour lire les Info-négo du Front commun, cliquez [ici](#)

Réunis en Conseil du secteur scolaire à Montréal, vos délégué-es syndicaux ont officiellement rejeté les offres patronales sectorielles déposées en décembre dernier par le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones (CPNCA) et le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones (CPNCF) dans le cadre du renouvellement de nos conventions collectives. Immédiatement après cette prise de position, ils ont manifesté leur mécontentement devant les bureaux du Secrétariat du Conseil du trésor et des Comités patronaux de négociation (CPN).



Les «offres» du gouvernement et celles des CPN ne répondent pas aux problèmes que nous vivons quotidiennement. Les cahiers patronaux sont flous, tirent partout et nulle part à la fois et ne répondent pas à nos attentes. Les Comités patronaux de négociation et le gouvernement doivent retourner faire leur travail, c'est pourquoi nous renvoyons les cahiers patronaux à l'expéditeur !

Dans une école, le personnel de soutien constitue 40% du personnel. Pourtant, nous ne recevons pas la reconnaissance qui nous est due alors que nous sommes les premiers à arriver le matin et les derniers à partir le soir. Sans nous, l'école prend le bord. Et que propose-t-on à une grande partie d'entre nous ? On nous propose de travailler moins de 26 heures par semaine, des horaires fractionnés et des hausses salariales dérisoires qui ne permettent pas de couvrir la hausse vertigineuse du coût de la vie. Si c'est votre façon de nous remercier, monsieur Legault, on repassera.



Du bon bord
Du bord du personnel de
SOUTIEN SCOLAIRE



Contrairement au gouvernement, nous sommes prêts à négocier

Avec ses déclarations mensongères, le gouvernement Legault envoie un très mauvais message pour les négociations du secteur public qui viennent à peine de commencer.

Depuis quelques jours, le ministre de la Santé, Christian Dubé, le premier ministre François Legault et la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, accusent « les syndicats » de ne pas être présents aux tables de négociation. C'est curieux, nous avons pourtant été présents à dix séances de négociation avec les deux tables (CPNCA et CPNCF) depuis nos dépôts sectoriels d'octobre dernier...



Nous sommes présents et disponibles aux tables de négociation, qui, en vertu de la législation québécoise et du Code du travail, sont les lieux de discussion désignés pour assurer un équilibre dans les représentations de chacune des parties dans le cadre de la négociation du secteur public. Ce à quoi nous refusons de participer, c'est aux « forums de discussion », ces inventions gouvernementales qui s'apparentent à une voie de contournement des espaces de négociation officiels.

En effet, le gouvernement n'invite pas les organisations syndicales pour ces forums ; il les convoque. La nuance entre convoquer et inviter est majeure. De plus, certaines et certains de vos représentants syndicaux sont exclus de ces forums puisque le gouvernement en restreint la participation à une personne par organisation syndicale. Pourtant, en vertu des mandats que vous leur avez confiés, ce sont ces représentantes et ces représentants qui doivent négocier vos conditions de travail. C'est aussi unilatéralement que le gouvernement choisit les sujets, les personnes participantes, le fonctionnement, la date, l'heure et le lieu de ces forums de « discussion » où il tente de forcer la négociation.

Le 22 février, il est même allé jusqu'à déposer de nouvelles offres à ces forums, par courriel de surcroît. Nous l'invitons à présenter ses offres aux espaces appropriés, soit aux tables de négociation. Nous en prendrons alors connaissance et pourrons faire un retour sur ce sujet.

Face à la crise qui frappe les réseaux, il est urgent de donner un coup de barre pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel. Le temps presse. Si le gouvernement veut vraiment changer les choses, qu'il cesse de pointer du doigt et qu'il respecte sa propre législation en négociant aux bons endroits, pas sur la place publique.

Votre mobilisation sera importante.

Parce que sans le personnel de soutien scolaire, l'école prend le bord.

Restez informé-es en suivant la [page Facebook](#) du secteur.

**Cette négociation,
c'est la vôtre.
Elle a besoin de vous.**



Du bon bord
Du bord du personnel de
SOUTIEN SCOLAIRE

